

un esprit et exécutés par Bulgaris dans un autre. La démolition des fortifications de Corfou a presque fait oublier le bien-fait de l'annexion; on a rendu le roi, sinon responsable des exigences de l'Angleterre, tout au moins d'être son directeur politique. Aujourd'hui la lutte entre les deux influences est ouverte à ce point que le ministre grec fait attaquer le conseiller danois dans les feuilles officielles; le roi n'est guère en mesure de protéger son compatriote: s'il s'en sépare, on se demande à quelles tribulations ne sera pas exposée sa jeune expérience en face de ce peuple ingouvernable.

Rien de neuf des Etats-Unis où l'hiver impose forcément une trêve dont on aurait pu tirer parti pour une ouverture si les haines des deux peuples du sud et du nord n'étaient pas aussi irrécyclables.

Dans le domaine de la politique canadienne que, pour notre part, nous ne voulons qu'effleurer, le mois qui vient de s'écouler a été témoin de deux événements qui ont leur importance au point de vue des partis: c'est la défection presque simultanée de deux appuis du ministère actuel. M. Richards, député de Leeds-sud, avait été investi, au commencement de Janvier, du portefeuille de solliciteur-général pour le Haut-Canada rendu vacant durant la dernière session par la promotion de M. Wallbridge au fauteuil présidentiel de l'assemblée législative. Pour avoir droit de siéger dans ce corps, il était nécessaire qu'il se fit réélire par ses électeurs. M. Richards qui avait obtenu, il y a six mois, une majorité de 135 votes sur M. Jones, a été défait par ce même M. Jones à une majorité de 75 votes.

La seconde défaite ministérielle est celle de M. Foley qui, après avoir deux fois sauvé la vie du ministère dans la dernière session, est venu déclarer publiquement dans un dîner politique qu'il n'avait pas confiance dans l'Administration actuelle et qu'il se raillait complètement à l'Opposition.

Ces deux faits ne manquent pas de gravité, car si l'on songe que la chute du ministère durant la dernière session n'a été prévenue que par une majorité de 2 ou trois voix seulement, ce revirement de fortune le laisserait cette fois en minorité. Mais, confiant dans la libéralité dont il fait preuve vis-à-vis Ottawa en maintenant et en hâtant la translation du siège du gouvernement dans cette ville, le ministère compte, et peut-être avec raison, sur la réconciliation des trois députés du Canada Central qui lui auraient, paraît-il, formellement promis leur appui, en passant de gauche à droite.

On comprend dès lors l'impatience avec laquelle tout le monde attend la réunion des chambres, qui doit avoir lieu le 19 courant, pour voir se régler cette situation si pleine de péripéties.

Ce que j'ai dépensé, je l'ai perdu; ce que je possédais, je l'ai laissé à d'autres; mais ce que j'ai donné est encore à moi.

AVERTISSEMENT.

Nous savons que le lecteur aime recevoir son journal à la date annoncée. Comme différentes circonstances ne nous permettent pas de faire paraître notre feuille le 1^{er} de chaque mois, nous avons décidé qu'elle sortirait le 25 du mois.

Quelques-uns de nos anciens abonnés nous ont renvoyé le numéro de Janvier pensant qu'ils étaient obligés de nous remettre le montant de l'abonnement selon le nouveau mode de publication.

Nous prévenons donc, ainsi que nous l'avons déjà fait dans les conditions d'abonnement placées sur la dernière page de notre journal, que:

Les anciens abonnés recevront le journal complet, sans augmentation de prix, jusqu'au 1^{er} avril 1864.—À cette époque, seulement, ils paieront \$2, 00, en renouvelant leur abonnement qui courra naturellement jusqu'au 1^{er} avril 1865.

AVIS IMPORTANT.

En faisant le relevé des abonnés qui souscrivirent à notre journal lors de sa fondation, nous avons compté 84 abonnés qui n'avaient pas encore payé le montant de leur abonnement. Les abonnés ont cependant dû prendre connaissance de plusieurs avis que nous avons insérés concernant le paiement immédiat du prix de l'abonnement.

La plupart des retardataires occupent des positions qui doivent leur faire comprendre que la rentrée des abonnements ne peut tarder plus longtemps. Ils n'ignorent pas que le papier a subi une forte augmentation, et, de plus, ils doivent savoir que le crédit est toujours limité.

Nous prions donc les abonnés retardataires de la campagne de nous envoyer DANS LE PLUS BREF DÉLAI POSSIBLE le montant de leur abonnement du 1^{er} avril 1863 au 1^{er} avril 1864.

Pour les abonnés de Montréal, ils sont priés de payer à la maison Boucher & Manseau, ou à notre Imprimerie, au Sault-au-Récollet.

Nous devons croire que ces abonnés ont pris le journal avec l'intention de nous en remettre un jour le montant, et nous n'avons pas à supposer qu'ils se refuseront à satisfaire à notre demande.

Un collecteur se présentera à domicile pour toucher promptement le montant des abonnements arriérés de Montréal.

Nous avons annoncé dans le numéro du mois de novembre 1863 la publication d'une brochure intitulée « *Journal de St Eustache et de St Benoît lors de la rébellion de 1837.* » Nous avons lu cette brochure avec attention; les noms qui y sont marqués ainsi que les faits dont ces deux villages ont été le triste théâtre pouvant donner lieu, selon notre opinion, à quelques réclamations ou contestations, et notre désir étant de ne rien imprimer ou publier qui ait un caractère politique, nous avons décidé